



Les sénateurs italiens ont accordé mardi à une large majorité la confiance au nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre de centre gauche Enrico Letta, dernier feu vert attendu après celui la veille des députés.

Sur les 310 sénateurs qui ont participé au vote, 233 ont voté «oui», 59 ont voté «non» et 18 se sont abstenus, a annoncé le président du Sénat Pietro Grasso.

Ce vote de confiance acquis à une très large majorité dans les deux chambres et qui légitime pleinement son gouvernement intervient à quelques heures de son premier déplacement à l'étranger, une visite à Berlin où il rencontrera la chancelière Angela Merkel.

L'Union européenne et les contraintes qu'elle impose en matière d'équilibres budgétaires représentent un des grands dossiers et l'une des principales préoccupations de M. Letta qui veut poursuivre la voie de l'assainissement tout en relançant une économie très mal en point via des investissements et un allègement de la pression fiscale.

«Un continent comme le nôtre ne peut pas être uni seulement par la monnaie», a déclaré M. Letta devant les sénateurs, estimant que les pays membres de l'UE devraient partager «un destin commun».

M. Letta, qui a présenté lundi devant les députés italiens son gouvernement comme «européen et européiste», sera d'abord en Allemagne puis mercredi à Paris où il verra le président François Hollande et jeudi à Bruxelles pour des entrevues avec les dirigeants européens Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso.

«Du dessein européen d'il y a 20 ans une seule chose a été faite: la monnaie unique. Et s'il n'y a que la monnaie unique, le reste du mécanisme (européen, ndr) ne donne pas de réponses

aux attentes des citoyens», a martelé M. Letta.

«Maintenant, il faut récupérer le temps perdu. Trop de pays n'ont regardé que les élections du lendemain, craignant de dire à leurs citoyens +j'ai abandonné une petite partie de souveraineté+» au profit de la construction commune, a déploré M. Letta.

«Nous devons avoir un destin commun ou alors nous nous retrouverons dans la situation de pays qui vont individuellement vers le déclin, face à des nations de plus d'un milliard d'habitants», a-t-il dit, en référence à la Chine ou à l'Inde.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)